Revue européenne des migrations internationales

vol. 31 - n°3 et 4 | 2015

Migrations au Maghreb et au Moyen-Orient : le temps
des révolutions / Numéro ouvert

Éditorial

Delphine Pagès-El Karoui et Hassan Boubakri

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/7357>

DOI : 10.4000/remi.7357

ISSN : 1777-5418

Traduction(s) :

Editorial - URL : <https://journals.openedition.org/remi/7748> [en]

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 7-15

ISBN : 979-10-90426-26-9

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Delphine Pagès-El Karoui et Hassan Boubakri, « Éditorial », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 31 - n°3 et 4 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2015, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7357> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7357>

Éditorial

❖ Delphine Pagès-El Karoui¹
et Hassan Boubakri²

En hommage au géographe Matthieu Giroud, mort le 13 novembre 2015 au Bataclan.

Parmi les nombreuses publications parues depuis 2011 concernant les révolutions arabes, peu traitent des migrations comparées à d'autres thématiques plus largement développées comme les réseaux sociaux et Internet, la réappropriation de l'espace public, les mobilisations des acteurs sociaux, les processus institutionnels des transitions politiques ou les répercussions géopolitiques. Grâce aux contributions de géographes, historiens, politistes et sociologues, ce dossier thématique de la REMI³ se propose d'analyser les rapports entre migrations internationales et révolutions arabes⁴. Ils peuvent être pensés de plusieurs manières. On peut s'interroger, en amont, sur la manière dont les migrations participent à l'avènement des révolutions : certaines diasporas arabes ont-elles alimenté le mécontentement de leurs sociétés d'origine, grâce à leurs expériences au contact des démocraties occidentales ? Ces émigrations ont-elles, au contraire, participé à rigidifier les hiérarchies sociales, via le renforcement des structures autoritaires et le non-renouvellement des élites héritées des régimes postindépendances (De Bel-Air, 2014) ? En outre, l'émigration ne renforce-t-elle pas les inégalités sociales et territoriales, ce qui aurait attisé le mécontentement ? La réduction des possibilités d'expatriation vers l'Europe ou le Golfe, à la fin des années 2000, n'a-t-elle pas exacerbé les frustrations ?

1 Maître de conférences à l'INALCO en délégation CNRS à l'URMIS (2014-2015), 65 rue des Grands Moulins, 75013 Paris ; dpages@inalco.fr

2 Professeur de géographie à l'Université de Sousse, membre du laboratoire SYFACTE/ Université de Sfax, chercheur associé à l'IRMC, à Migrinter et à l'URMIS, Avenue Khalifa Karoui, Cité Sahloul 4, BP 526, 4000 Sousse-Sahloul, Tunisie ; hassan.boubakri@gmail.com

3 Nous remercions vivement le GIS Moyen-Orient et Mondes Musulmans et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour leur aide à la publication, ainsi que l'URMIS qui a financé un atelier, lors du congrès du GIS en juillet 2015.

4 Ici, le mot « révolution » est pris au sens de « situation révolutionnaire » (Tilly, 1995) pour éviter le débat récurrent pour savoir si l'on a bien affaire à des révolutions. Cinq ans après le déclenchement des révoltes dans le monde arabe, domine un immense pessimisme, tant les conséquences des soulèvements sont sombres : guerre civile en Syrie, Libye, Yémen, contre-révolution en Égypte, fragile transition en Tunisie, etc. Cependant, parce que le moment a bel et bien introduit une rupture radicale dans l'histoire du monde arabe et que le mot « révolution » est celui des acteurs, nous faisons le choix d'employer ce terme.

Les contributions de ce dossier s'intéressent plutôt aux répercussions des événements exceptionnels de l'année 2011 (chutes successives de Ben Ali et de Moubarak en janvier 2011, puis en février, déclenchement des révoltes en Libye, en Syrie et au Yémen) sur les migrations dans le monde arabe. L'année 2011 inaugure-t-elle un nouveau cycle dans l'histoire et la géographie des migrations de la région ? Dans quelle mesure les systèmes migratoires nationaux et régionaux ont-ils été reconfigurés après 2011 ? Quelles sont les ruptures et les continuités en termes de flux migratoires et quels sont les modes de gestion et d'engagements transnationaux des diasporas ?

Migrations et révolutions : une alternative à la frustration ?

Migrations et révoltes ne sont-elles pas deux réponses possibles pour des jeunes, souvent éduqués, dont les aspirations sont freinées et donc sources de frustrations, alors que les opportunités de promotion sociale ne cessent de se réduire dans un contexte de libéralisation économique où le marché du travail n'offre plus souvent que des emplois précaires et déqualifiés ?

En effet, les processus structurels de marginalisation de larges franges des sociétés du monde arabe, en particulier de la jeunesse, sont avancés par les observateurs comme à l'origine du mécontentement grandissant des individus. Privées de leurs droits économiques et sociaux, de leurs droits politiques et civiques, ces populations ne peuvent plus prendre part à aucune forme de participation à la vie publique ou aux processus de prise de décision. De plus, les normes sociales (patriarcat, ségrégation entre les hommes et les femmes) et religieuses (fondamentalisme) qui régissent les comportements individuels et collectifs ont fini par alimenter la colère et la révolte qui se sont traduites par deux attitudes : le soulèvement et la migration, ou la conjugaison des deux. Pour transformer la société et pour poursuivre leurs projets, les migrants, et surtout les jeunes, ont mis en place des stratégies et utilisé des moyens destinés à changer leur quotidien : mobilisation politique et sociale, débats, rassemblements dans la rue, pressions sur les décideurs, etc. Le bilan des cinq dernières années a cependant démontré que ces tentatives n'ont pas abouti. L'explosion sociale que vient de connaître la Tunisie en janvier 2016 montre à quel point le processus de transformation est lent, hésitant et parfois régressif.

La lecture démographique des révolutions arabes (Fargues, 2012), inspirée par la théorie des « frustrations relatives » du sociologue Robert Merton, met la jeunesse (dans le monde arabe, 50 à 60 % de la population a moins de 30 ans) au centre de l'analyse. Elle est plus susceptible de se révolter ou d'émigrer que les générations précédentes. Le *youth bulge* (augmentation du pourcentage des jeunes dans la population totale) est un terme qui décrit une génération avec moins de responsabilités familiales, car libérée de deux contraintes, celle d'une descendance nombreuse (ces jeunes ont moins d'enfants que leurs prédécesseurs) et celle de la charge de parents vieillissants (une phratrie nombreuse permet une répartition des soins). Ce moment démographique particulier, qui contribue à une prise de risque de la jeunesse et favorise la révolte, coïncide avec l'émergence d'une société qui prend place de plus en plus dans la globalisation de la culture et la circulation des hommes. Ces approches démogra-

phiques relèvent de théories de la modernisation qui soutiennent l'idée que les individus dans le monde arabe sont de moins en moins religieux, plus libéraux et plus laïcs (Courbage et Todd, 2007). En outre apparaît une nouvelle catégorie sociologique globale, celle du jeune diplômé-chômeur de la classe moyenne, qui est à la fois un acteur central de la migration et de la revendication (Van Hear, 2015).

Cette lecture générationnelle est cependant remise en question par des chercheurs (Allal et El Chazli, 2012 ; Bonnefoy et Poirier, 2012) qui lui reprochent de se situer à une échelle macro et d'être peu heuristique à l'échelle des individus. À la question, « pourquoi certains se révoltent et d'autres pas », ces approches répondent sur les conditions d'émergence des protestations, mais pas sur le moment de basculement, ni sur les raisons immédiates d'engagement des acteurs qui, dans la grande majorité, n'étaient pas des militants. Comment un événement exceptionnel fait-il advenir dans l'imaginaire collectif et individuel de nouvelles façons de voir le monde, qui pousseront les jeunes à se mobiliser ou à rentrer chez eux quand ils sont en migration pour participer à la transition politique de leur pays ? Des études d'une grande richesse ethnographique (Bonnefoy et Catusse, 2013) ou plus quantitatives (Hoffman et Jamal, 2012)⁵ nous amènent à déconstruire ou à nuancer la lecture générationnelle en complexifiant notre représentation des jeunes du monde arabe.

La théorie *Exit, voice & loyalty* est très fréquemment mobilisée par les analystes des révolutions arabes (Fargues, 2011b ; Van Hear, 2015). Pour Hirschman (1970 et 1993), face à un dysfonctionnement, les individus ont trois options possibles : protester et résister (« *voice* »), changer de produit ou partir (« *exit* ») et enfin, rester passif, ne pas changer ses habitudes de consommation, ne pas quitter son pays, tout en restant silencieux et loyal (« *loyalty* »). Hirschman s'intéresse surtout au couple principal *exit* et *voice*. Dans un premier temps, il postule que les deux fonctionnent en sens inverse, à l'image d'un balancier : plus il y a de protestation, plus les migrations diminuent et inversement. Cependant, après les révolutions en Europe de l'Est en 1989, il revisite sa théorie, en explorant un autre type de relation entre *exit* et *voice* qu'il n'avait pas vu auparavant. Les deux peuvent aussi s'alimenter mutuellement, en fonctionnant en tandem. C'est la conjonction de ces deux forces qui, selon lui, a précipité les régimes totalitaires en Europe de l'Est : en 1988-1989, la fuite massive d'Allemands de la RDA vers la RFA, ou vers ses ambassades à Budapest, Prague ou Varsovie, a alimenté les protestations et a contribué à la chute du mur du Berlin, qui avait été construit pour stopper les départs vers l'ouest. Les révolutions arabes permettent d'affiner le modèle, en remettant en cause la pertinence du terme de loyauté. Car les retours de migrants qualifiés égyptiens pour participer

⁵ D'après un sondage effectué quelques années avant les révolutions arabes, ces auteurs brossent le portrait des jeunes générations arabes. Leurs résultats confirment certains traits attendus : les jeunes sont plus éduqués, plus au chômage, plus connectés, via les réseaux sociaux, au monde arabe et à l'extérieur, plus enclins à protester (ils votent moins et participent plus à des manifestations de rue) que les générations précédentes. D'autres résultats sont plus surprenants : s'ils constatent un déclin des pratiques religieuses et des croyances chez les jeunes, ils sont aussi plus susceptibles de soutenir la loi islamique, moins tolérants face à d'autres religions et ont davantage tendance à s'identifier comme musulmans que comme citoyens de leur pays ou comme arabes. Enfin, ils étaient avant 2011 plus satisfaits des leaders politiques. Ceci invite à rediscuter les opportunités, à la fois réelles et perçues, qui ont motivé les jeunes à se mobiliser.

à la transition démocratique en 2011 ou les manifestations de fierté nationale chez les expatriés, décrits par Delphine Pagès-El Karoui dans sa contribution, montrent bien que l'éloignement n'a pas fait disparaître leur loyauté envers leur pays. S'ils ont quitté l'Égypte, c'est moins une question de loyauté que de perte d'espoir en la possibilité d'un changement immédiat. Au lieu de loyauté, il serait donc plus juste de parler de résignation dans le cadre de la théorie de Hirschman.

Les effets des révolutions arabes sur les flux : le poids de la géopolitique

Les révolutions arabes ont alimenté des flux migratoires de grande ampleur et d'une grande diversité, même s'ils sont difficiles à quantifier. Une partie des jeunes Tunisiens qui ont participé au mouvement qui a conduit à la chute du régime de Ben Ali sont aussi ceux qui, profitant du relâchement sécuritaire, ont pris dès le lendemain, et durant des semaines, les bateaux pour débarquer en masse sur l'île italienne de Lampedusa, comme le rappelle Hassan Boubakri. D'autres ont préféré partir, soit parce qu'ils appartenaient à l'ancien régime (comme les « pro-Kadhafi » installés en Tunisie), soit parce qu'ils étaient considérés comme ses alliés (comme c'est le cas de certains ressortissants de pays subsahariens, perçus comme des mercenaires par la population libyenne) ou enfin parce que, simples civils, ils fuyaient les combats, créant ainsi de nouvelles vagues de réfugiés (la guerre en Libye a provoqué le déplacement d'1 million de personnes) ou encore parce qu'ils redoutaient la période d'incertitude dans laquelle rentraient ces pays. Certains expatriés, généralement qualifiés, ont choisi de rentrer chez eux. Les nouvelles valeurs révolutionnaires ont été incarnées par l'accueil et l'assistance portés aux nouveaux exilés (travailleurs migrants, familles libyennes, réfugiés, surtout subsahariens, etc.) arrivés en Tunisie en provenance de Libye.

L'exemple libyen en 2011, puis celui des réfugiés syriens témoignent que, plus que les révolutions elles-mêmes, ce sont surtout les conflits qu'elles génèrent qui provoquent les plus grands flux migratoires. L'année 2011 renoue donc avec les grandes crises migratoires qui ont ébranlé le Moyen-Orient, soit en lien avec le conflit israélo-palestinien en 1948 et 1967, soit suite à la guerre du Golfe de 1990-1991, avec l'exode massif des travailleurs étrangers du Koweït (dont les Palestiniens bannis par le gouvernement), des Égyptiens d'Irak, et des Yéménites expulsés d'Arabie Saoudite. En Égypte ou en Tunisie, où la situation sécuritaire est fragile, mais moins détériorée que dans les pays voisins en guerre, le marasme de l'économie, encore affaiblie par les années postrévolutionnaires (hausse du chômage, effondrement du tourisme, multiplication des mouvements sociaux, etc.) fait que l'émigration ne tarit pas et semble même s'accélérer, mais sans rejoindre les proportions atteintes en Libye ou en Syrie.

Si la quasi-totalité des centaines de milliers de travailleurs migrants qui ont fui la Libye en direction des pays voisins a été rapatriée dans leurs pays d'origine, l'onde de choc de l'exil massif de plus de 4 millions de réfugiés syriens ne s'est pas arrêtée au Proche-Orient, mais a atteint l'Union européenne et ébranle sérieusement l'un des piliers de sa construction, l'espace Schengen. Dans un premier temps, les réfugiés syriens, comme le font tous les réfugiés,

se sont installés dans les pays limitrophes, dans l'espoir de pouvoir rapidement rentrer chez eux. Ils ont été accueillis essentiellement par la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Irak et l'Égypte. Les textes de Myriam Ababsa et de Kamel Doraï exposent comment la Jordanie et le Liban ont d'abord prôné l'ouverture des frontières, puis face à la saturation de leurs capacités d'accueil et à la crainte d'infiltration de djihadistes, ces pays les ont progressivement fermées, imposant des restrictions à l'entrée et au séjour des réfugiés, conduisant alors à une marginalisation croissante de ces populations. Au sein des réfugiés syriens, le sous-groupe des réfugiés palestiniens de Syrie est un cas très particulier, analysé par Kamel Doraï qui témoigne de la résilience des réseaux transnationaux établis lors de vagues migratoires précédentes. Avec l'enlisement du conflit syrien, et la dégradation des conditions d'accueil dans les pays voisins, l'Europe apparaît comme la meilleure destination, alors que les riches pays du Golfe sont prêts à aider financièrement les réfugiés syriens, mais pas à les accueillir chez eux, ce qui contraste avec la généreuse politique d'accueil allemande. Toutefois, l'afflux massif de migrants en Europe (dont les réfugiés syriens constituent la moitié) est en train de bouleverser les sociétés européennes pour qui la crainte de l'immigration est devenue une préoccupation principale.

Les migrants deviennent les otages des tensions géopolitiques : l'assassinat d'un pilote jordanien par l'État islamique (EI) a conduit au durcissement du contrôle des réfugiés syriens en Jordanie ; en Libye, l'exécution des migrants coptes par des groupes affiliés à l'EI a provoqué des raids de représailles de l'Égypte ; en Europe, la crainte de l'infiltration des djihadistes conduit à l'amalgame entre réfugiés et terroristes, exploité par les partis d'extrême droite. D'autres flux ont eu des répercussions immédiates sur la géopolitique régionale et mondiale : le retour de mercenaires subsahariens de Libye a engendré une crise au Sahel et une guerre au Mali ; l'arrivée de milliers de combattants venus du monde arabe, mais aussi d'Europe a renforcé les effectifs des groupes djihadistes en Syrie, en Irak et en Libye et a surtout contribué à l'essor de l'emprise territoriale de l'État islamique. Le retour de Syrie en France de ces djihadistes pose des problèmes sécuritaires inédits à l'Europe, qui ne sait comment réagir sans renoncer à ses idéaux démocratiques, comme l'ont tragiquement démontré les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Les débats et les tensions suscités par le projet de révision constitutionnelle en France, pour déchoir de leur nationalité française les binationaux condamnés pour terrorisme, montrent à quel point les révolutions arabes et leurs flux de réfugiés ont ébranlé les champs politiques non seulement au Moyen-Orient, mais aussi en Europe.

Les formes d'engagement politique et civique des diasporas

Grâce aux réseaux sociaux et aux TIC, ainsi qu'aux liens intenses conservés entre les sociétés d'origine et leurs diasporas, les migrants ont amplement participé, à distance ou en retournant au pays, aux phases successives des soulèvements. Très vite acquis à la cause révolutionnaire, les membres des diasporas ont multiplié les échanges avec les militants des pays en révolution. Les réseaux familiaux ont également joué un rôle déterminant dans les mobilisations. Dès les chutes de Ben Ali puis de Moubarak, les voyages se sont multipliés pour participer au mouvement de protestation et célébrer la victoire. Durant les

deux premières années après la révolution, un nombre difficilement estimable, mais non négligeable, selon différentes sources, de migrants expatriés, qualifiés ou pas, sont rentrés dans leurs pays respectifs pour investir dans plusieurs domaines, porter assistance aux populations et aux organisations locales dans le secteur du développement local et social, de la protection de l'environnement, du conseil et de l'expertise ou encore pour participer à l'action politique. La difficulté de faire aboutir les processus de transition politique (Tunisie) ou l'échec du processus (Libye et Égypte) ont fini par désenchanter nombre de volontaires qui ont finalement rejoint leurs pays de résidence.

Ce renouveau de l'engagement politique des membres des diasporas s'est traduit par leur participation aux élections. Cette problématique est abordée pour les Tunisiens à l'étranger, par Thibaud Jaulin et Björn Nilsson et pour les Égyptiens, par Célia Lamblin et Delphine Pagès-El Karoui. L'Égypte et la Tunisie ont organisé plusieurs élections depuis 2011. Même si les taux de participations sont restés assez timides, ces élections ont pour la première fois permis aux migrants d'affirmer leur pleine citoyenneté et leur allégeance à leurs pays d'origine. Avec un score pour les islamistes quasiment identique en Tunisie et dans la diaspora, les résultats du vote des Tunisiens de l'étranger, présentés par Thibaud Jaulin et Björn Nilsson viennent enrichir le débat sur les « remises sociales » discutées par Levitt (1998). La traduction des remises sociales dans les comportements politiques mérite d'être approfondie⁶ : les immigrés vivant dans un pays plus libéral ou plus conservateur que leur pays d'origine n'adoptent pas forcément les valeurs dominantes de leur pays d'accueil. La structuration des communautés immigrées (ancienneté, profils socio-économiques, organisation des réseaux, etc.) est un facteur à prendre en compte pour expliquer les comportements électoraux des migrants. Pour les Égyptiens, l'émigration peut être synonyme de radicalisation quel que soit le pays d'accueil : ils renvoient dos à dos la figure du copte fondamentaliste aux USA et celle de l'islamiste « wahhabisé » en Arabie Saoudite (Hafez et Ghaly, 2012).

Les répercussions des révolutions sur les modes de gestion des migrations

Le chaos qui règne en Libye conduit à abandonner les travailleurs étrangers à leur sort et les expose à tous les dangers : trafics de migrants, violences et abus divers. En Tunisie, pays le plus engagé dans la transition démocratique, de nouvelles institutions ont été créées (Observatoire de la migration et Secrétariat d'État à la migration en Tunisie) et d'autres sont prévues, comme le Conseil consultatif des Tunisiens résidents à l'étranger. Mais en définitive, peu de choses ont changé ; la gestion des frontières et le contrôle de la circulation des personnes restent soumis à des lois autoritaires promulguées sous l'ancien régime.

6 Philippe Fargues (2011a) a établi des liens entre fécondité et émigration ; il attribue des taux de fécondité plus faibles au Maroc et en Turquie, conséquences d'une forte émigration vers l'Europe et de l'importation de nouvelles normes démographiques, tandis que ceux plus élevés de l'Égypte seraient à mettre en relation avec l'émigration massive vers le Golfe où la fécondité reste plus forte.

Pour reconquérir leur légitimité vis-à-vis des États européens, les nouvelles autorités ont rapidement repris les procédés classiques de « lutte contre la migration clandestine ». Répondant à la poussée migratoire de l'année 2011 en provenance de Tunisie et de Libye, l'Union européenne propose à ses voisins du Sud des accords, appelés « Partenariat de Mobilité », destinés à s'accorder sur les règles de gestion des flux migratoires. Le Maroc et la Tunisie tentent de résister à la volonté de l'UE d'inscrire la réadmission des migrants partis de ces pays, ou y ayant transité, pour la limiter à leurs propres ressortissants. Mais le contexte migratoire méditerranéen depuis l'année 2014 et surtout en 2015 a totalement bouleversé les agendas de ces négociations et les règles de fonctionnement de l'espace migratoire européen. Les contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen sont rétablis surtout entre les pays traversés par les flux de réfugiés. Pour l'encourager à retenir les migrants et surtout les réfugiés syriens sur son territoire, la Turquie est à nouveau présentée comme un candidat sérieux à l'adhésion à l'Union et ses ressortissants peuvent espérer bénéficier de la libre circulation en Europe continentale grâce à la suppression des visas.

Les pays du Golfe sont parvenus à mettre un terme à la contestation qui avait éclaté en 2011, grâce à des politiques de redistribution massive de la manne pétrolière à destination de leurs citoyens, de plus en plus touchés par le chômage et qui manifestent leur hostilité à l'égard de la présence des immigrés qu'ils vivent comme une concurrence déloyale. C'est ce que montre Hélène Thiollet, dans son analyse des modes de gestion des migrations en Arabie Saoudite : une politique plus restrictive vis-à-vis de l'immigration, notamment arabe, mais pas seulement, vise à se prémunir de la contagion révolutionnaire, réactualisant ainsi les politiques plus anciennes de nationalisation de la main-d'œuvre, au prix, encore une fois, de la précarisation du statut des migrants, dont des centaines de milliers sont expulsés. Avec la baisse actuelle des prix du pétrole, cette politique de « *containment* » risque de ne pas être viable sur le long terme.

Conclusion

Les migrants ont pris part aux moments révolutionnaires de leurs pays d'origine à des échelles variées et à différents degrés. Cette participation leur a permis en premier lieu de réinvestir le champ politique à travers une liberté de parole enfin retrouvée, une mobilisation dans l'espace public, les débats, les campagnes électorales et leur participation aux élections. Elle leur a également permis de revivifier leurs sentiments d'appartenance à la nation d'origine et de faire allégeance au pays, quelle que soit la distance qui les séparait sous les régimes autoritaires. La cause nationale est une des références du citoyen expatrié et une des dimensions de son identité multiple. Toutefois, en parallèle à cette autonomisation des migrants, il faut bien insister, comme le font la quasi-totalité des articles, sur la forte précarisation du statut et de la situation des migrants dans le monde arabe.

Les migrations permettent d'éclairer un aspect central des dynamiques révolutionnaires, celles de l'État et de l'imaginaire national. Le monde arabe est entré dans une phase de transition et cherche à sortir de la période autoritaire qui a permis de construire les États indépendants post-coloniaux. Les mécontente-

ments longtemps contenus contre l'inefficacité de l'État, miné par la corruption et son incapacité à produire de la croissance, ont fait vaciller le système et ont débouché sur les révoltes de 2011, réinventant un horizon commun de réformes démocratiques. Cependant, ce monde arabe, dont l'actualité et la pertinence ont été réaffirmées en 2011, se trouve aujourd'hui extrêmement affaibli et morcelé, chaque pays vivant derrière ces frontières, construisant des murs. Si, en Libye, en Syrie, au Yémen le processus révolutionnaire a miné le récit national, plongeant les pays dans des guerres civiles, réaffirmant les attachements aux identités locales, tribales, confessionnelles, etc., en Égypte, domine au contraire une forte consolidation de l'identité nationale. L'échec des révolutionnaires tient à leur incapacité à transformer l'élan protestataire en de nouvelles institutions, capables de réinventer des États accordant davantage d'égalité entre les citoyens. Alors que la succession des événements depuis 2011 est loin d'avoir instauré la démocratie dans le monde arabe, à l'exception de la Tunisie, l'Europe voisine est, elle aussi, touchée : les nouvelles mobilités issues de ces révolutions arabes (exodes de réfugiés syriens, circulation des djihadistes) fragilisent son fonctionnement démocratique et provoquent un retour en arrière de l'intégration régionale, en rétablissant les contrôles aux frontières nationales.

❖ Références bibliographiques

Allal Amin et El Chazli Youssef (2012) Figures du déclassement et passage au politique dans les situations révolutionnaires égyptienne et tunisienne, in Ivan Sainsaulieu et Muriel Surdez Eds., *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, pp. 321-336.

Bonnefoy Laurent et Catusse Myriam (2013) *Jeunesses arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, Paris, La Découverte, 373 p.

Bonnefoy Laurent et Poirier Marine (2012) La structuration de la révolution yéménite, *Revue française de science politique*, 62 (5), pp. 895-913.

Courbage Youssef et Todd Emmanuel (2007) *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, 159 p.

De Bel-Air Françoise (2014) Les migrations, un facteur de soulèvement des « printemps arabes » ?, in M'hamed Ouadi, Delphine Pagès-El Karoui et Chantal Verdeil Eds., *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, pp. 249-267.

Fargues Philippe (2012) Demography, Migration, and Revolt in the Southern Mediterranean, in Cesare Merlini and Olivier Roy Eds., *Arab Society in Revolt*, Washington, Brookings Institution Press, pp. 17-46.

Fargues Philippe (2011a) International Migration and the Demographic Transition: A Two-Way Interaction, *International Migration Review*, 45 (3), pp. 588-614.

Fargues Philippe (2011b) *Voice after Exit: Revolution and Migration in the Arab World*, Migration Policy Institute, [online] last checked on 23/01/2016. URL: <http://www.migrationpolicy.org/article/voice-after-exit-revolution-and-migration-arab-world>

Hafez Hend and Ghaly Ayman (2012) *The Effect of the Arab Spring on Migration Flows in Egypt*, MPC Research Report 2012/05, Cairo, American University of Cairo, 21 p.

Hirschman Albert (1993) Exit, Voice, and the Fate of the German Democratic Republic: An Essay in Conceptual History, *World Politics*, 45 (2), pp. 173-202.

Hirschman Albert (1970) *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations and states*, Harvard, Harvard University Press, 162 p.

Hoffman Michael and Jamal Amaney (2012) The Youth and the Arab Spring: Cohort Differences and Similarities, *Middle East Law and Governance*, 4, pp. 168-188.

Levitt Peggy (1998) Social remittances: migration driven local-level forms of cultural diffusion, *International Migration Review*, 32, pp. 926-948.

Tilly Charles (1995) *European Revolutions, 1492-1992*, Oxford, Cambridge, Blackwell Publishers, 284 p.

Van Hear Nicholas (2015) Dépasser la défection et la prise de parole dans la région euro-méditerranéenne, in Camille Schmoll, Hélène Thiollet et Catherine Wihtol de Wenden, *Migrations en Méditerranée*, Paris, CNRS Éditions, pp. 371-377.